

7. a) Si l'un ou l'autre des deux gouvernements estime qu'il serait désirable de modifier les dispositions du présent accord, la procédure à suivre consistera en une demande de consultations et/ou un échange de correspondance. La procédure ne devra pas commencer plus de soixante jours après la date de la demande et/ou de l'échange de correspondance
- b) les modifications de l'accord sur lesquelles on se sera entendu entreranno en vigueur au moment de leur confirmation à la date dont on aura convenu par un échange de notes.

Si ce qui précède agréé à votre Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, dont le texte fait foi en français et en anglais, et votre réponse, constituent entre nos deux gouvernements un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse. Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par un préavis écrit de six mois à l'autre partie. S'il y a dénonciation, les clauses du présent contrat continueront à s'appliquer aux contrats d'assurance émis par le Gouvernement du Canada alors que l'accord était en vigueur, pour la durée de ces contrats; toutefois en aucun cas l'accord ne continuera à s'appliquer à ces contrats plus de quinze ans après la dénonciation du présent accord.

Veillez accepter, Excellence Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

RAYMOND CHRÉTIEN
Ambassadeur du Canada

Son Excellence Monsieur François Ngarukiyintwali
Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération
de la République Rwandaise
Kigali